

Rencontres prospectives

Territoires de demain

Vulnérabilités environnementales et sobriétés

L'Observatoire

SYNTHÈSE DES RENCONTRES DU 4 AVRIL 2023

Dans le cadre du Forum Economique Mondial de Davos, l'étude du *Global Risk Report*¹ fait état annuellement des risques globaux existants. Sur les dix principaux risques identifiés pour la prochaine décennie, **six sont liés à l'environnement**. Ce rapport place en 2e position, juste derrière l'augmentation généralisée du coût de la vie, **les désastres naturels et les événements météorologiques extrêmes**.

Ces enjeux environnementaux auront un impact certain sur l'ensemble des composantes de nos sociétés. **La démarche prospective de Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) vise à anticiper les évolutions territoriales**. Dans l'optique d'élaborer des préconisations territoriales, ces risques apparaissent comme un sujet majeur à creuser.

C'est ainsi que les Rencontres Prospectives *Territoires de demain* du 4 avril 2023 ont poursuivi **un cycle de travail sur la thématique des vulnérabilités environnementales et des sobriétés**. Au travers d'exercices prospectifs et collaboratifs, ces séances de travail visent à favoriser les échanges entre une diversité d'acteurs œuvrant sur le territoire et à coconstruire des préconisations.



3 aléas

environnementaux traités
lors de cette séance



21 participants

présents le mardi 4 avril
2023



**3 groupes de
travail**

1. Voir *Quelques sources évoquées dans cette synthèse* (page 5)

Le cycle de travail et sa méthodologie



UN RETOUR SUR LES PRÉCÉDENTES SÉANCES

Les instances prospectives précédentes ont permis d'**identifier les différents risques** qui pèsent sur le territoire. Lors de la dernière session des Rencontres prospectives, un travail collectif a conduit à réfléchir sur la maturité du territoire face aux impacts estimés de 16 aléas ([voir précédente synthèse](#)).

Par la suite, **3 aléas ont été sélectionnés** pour placer les participants face à des scénarii. Les aléas sécheresse, inondation et radiation nucléaire ont été choisis car considérés comme intéressants à étudier pour le territoire de GPSEA.

Dans l'objectif d'élaborer collectivement des préconisations environnementales pertinentes, la méthodologie employée est celle recommandée par les chercheurs du programme *Climate Endgame*. Il conseille d'**envisager des hypothèses extrêmes** afin de préparer au mieux les territoires aux risques naturels et technologiques.



3 ALÉAS POUR 3 HYPOTHÈSES DE RUPTURE

Lors de la dernière séance du Conseil Prospectif interne, **3 hypothèses de rupture** ont été élaborées :

- En 2040, 100% des zones considérées comme inondables et 50% des zones hors PPI (plan particulier d'intervention) sont inondées 4 mois dans l'année.
- En 2040, un accident à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine impacte le territoire de GPSEA.
- En 2040, le territoire de GPSEA est en situation de sécheresse 4 mois dans l'année.

Ces 3 hypothèses ont constitué le cœur de la réflexion de l'atelier prospectif. Elles permettent aux participants de se confronter concrètement à des situations extrêmes. Par le détour que procure la méthodologie de cet atelier, des leviers d'actions pour réduire les vulnérabilités du territoire peuvent être identifiés.



L'OUTIL PROSPECTIF HOW TO ? WHAT IF ?

Cet atelier se décompose en 3 étapes successives et complémentaires.

Au sein du *How to ?*, les participants proposent un ensemble d'événements permettant l'avènement de l'hypothèse de rupture étudiée à un horizon temporel donné. Le but est d'effectuer un pas de côté et de stimuler l'imagination des participants. Elle pousse les participants à aborder le sujet avec une approche systémique et à identifier des liens de causalité entre plusieurs facteurs.

L'étape du *What If ?* permet de se questionner sur les conséquences d'un tel événement. On retrouve à la fois des répercussions à court terme (mesures d'urgence par exemple) et une prise en compte du temps long. Il peut s'agir de séquelles causées par la réalisation de l'aléa ou de réactions face à celle-ci.

Le *So what ?* est un temps de synthèse et d'atterrissage (optionnel) de l'exercice. Il consiste à revenir sur les grands enjeux qui ont pu émerger lors des deux étapes précédentes. Il permet ainsi de se poser la question des actions à prévoir au vu de ces enjeux et d'aller jusqu'à un plan stratégique et opérationnel pour les acteurs d'un territoire. Lors de la séance du 4 avril, il s'agissait uniquement d'identifier quelques enjeux sur chacun des 3 aléas étudiés.

L'hypothèse d'un accident nucléaire

En 2040, un accident à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine impacte le territoire de GPSEA



COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ? (HOW TO ?)

Les 9 participants ont décelé différentes catégories d'événements qui viendraient accroître la possibilité que ce scénario se produise en 2040. Les facteurs géopolitiques ont été identifiés, qu'ils soient d'origine terroriste ou induits par une tension belliqueuse avec un autre Etat. Le contexte actuel en Ukraine a clairement nourri ces réflexions. Il y a également le facteur naturel, la survenue d'un aléa naturel pourrait créer un phénomène d'emballement, comme lors de l'accident nucléaire de Fukushima issu de conditions extrêmes (tsunami, etc.). Les participants ont également considéré un ensemble de décisions politiques ou de faits sociétaux mettant en péril le réseau électrique français. Il s'agit notamment de surconsommations fragilisant le réseau et de défauts de rénovation ou de contrôle des centrales nucléaires. Les participants ont aussi imaginé une chaîne de causes où le rejet du nucléaire par les citoyens conduit à un problème de main d'œuvre et de compétences au sein de cette industrie.



ET SI C'ÉTAIT VRAI ? (WHAT IF ?)

Dans le cas où la catastrophe se réaliserait, les participants de l'atelier ont pu identifier des conséquences à plus ou moins long terme. Dans un premier temps, une réaction d'urgence viserait la réduction du bilan humain par le déploiement massif des mesures à adopter en cas d'accident nucléaire. L'option de l'évacuation a été envisagée mais jugée à si grande échelle comme probablement inefficace et entravée par une paralysie partielle des services d'urgence. La question de l'accès aux pilules d'iode et à un lieu protégé pour se confiner a ouvert le débat sur les inégalités socio-démographiques dans l'accès aux différentes mesures d'urgence. Les inégalités économiques constitueraient également un frein à l'accès à une zone fiable et sécurisée. La question des compétences de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) à pouvoir agencer l'évacuation et informer correctement la population a été débattue. Comment faire le lien entre connaissance scientifique et une propagation d'information fiable, rapide et au plus grand nombre ? La direction d'un nuage nucléaire étant incertaine et peu maîtrisable, la capacité des autorités à garantir des directives fiables a été questionnée. Les participants se sont également interrogés sur la posture à adopter par les services d'information pour éviter des élans de panique généralisée qui pénaliseraient l'efficacité de l'intervention des secours.



QUELLES SONT LES IMPLICATIONS STRATÉGIQUES ? (SO WHAT ?)

Le risque nucléaire a été clairement identifié comme ayant un fort impact sur le territoire. La crainte des participants est accentuée par la perception de faibles capacités de réaction des autorités en cas d'accident. Les enjeux relevés portent sur un volet prévention en amont de la survenue de l'accident. Des marges de progression ont été repérées autour de la sensibilisation de la population au risque et des réflexes à adopter. Ce volet est aujourd'hui considéré comme quasiment absent par les participants. Il y a également un enjeu sur la transmission de l'information : adopter une communication inclusive, fiable et rapide se situant dans un entre-deux entre alerter et apeurer.

L'hypothèse d'une inondation

En 2040, 100% des zones considérées comme inondables et 50% des zones hors PPI (plan particulier d'intervention) sont inondées 4 mois dans l'année.



COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ? (HOW TO ?)

Pour le risque inondation, les facteurs favorisant la survenue de ce scénario sont dans un premier temps identifiés comme étant d'origine naturelle, une intensification des épisodes de sécheresse et de pluie viendraient par exemple nuire à la capacité de percolation des sols et donc favoriser la survenue d'une inondation, tout comme de fortes précipitations soudaines. Une seconde typologie de facteurs est attribuée à des choix anthropiques : l'imperméabilisation croissante des sols, la déconsidération des actions de prévention des risques d'inondation (manque d'infrastructures, de gestion amont/aval) et la construction croissante en zone inondable sont des types de causes énoncés.



ET SI C'ÉTAIT VRAI ? (WHAT IF ?)

Comme pour les autres risques traités, les conséquences d'une inondation sont immédiates mais transforment également de façon durable et profonde le territoire. Dans les répercussions immédiates, on retrouve un important déplacement de population, un black-out (perte d'électricité généralisée), une paralysie partielle de l'ensemble des services (transport, soin, production). Les participants identifient également des conséquences pour le territoire à moyen-long terme : la perte de confiance des habitants dans les services publics, l'augmentation de l'insalubrité des logements, de la pollution des sols sur le territoire et des maladies. Un clivage social et une paupérisation des habitants apparaîtraient également, en parallèle d'une perte d'attractivité du territoire ayant pour conséquence un départ de populations et d'entreprises. De plus, les participants identifient de potentiels impacts culturels entraînant des séquelles psychologiques (peur de l'eau et diminution du nombre de baignades le long de la marne). Enfin, sur un temps long, les participants envisagent une certaine résilience du territoire aux changements causés par la montée des eaux avec l'intensification du transport fluvial, l'arrivée de nouvelles formes de construction (maisons flottantes) permettant de penser un aménagement hybride de la ville sur l'eau.

QUELLES SONT LES IMPLICATIONS STRATÉGIQUES ? (SO WHAT ?)



Les enjeux de prévention du risque sont majeurs pour les participants et relèvent d'une part d'une stratégie d'aménagement tournée vers la renaturation du territoire et des territoires voisins. D'autre part, l'acculturation des populations (habitants, professionnels, écoliers) aux risques et enjeux de l'aléa inondation paraît indispensable et facile à mener pour faire respecter la réglementation et conscientiser les risques. En corollaire, la capacité des pouvoirs publics à réduire la vulnérabilité du territoire de façon durable est un enjeu démocratique identifié. Des décisions probantes, associant les usagers et les habitants du territoire, pourrait favoriser la confiance dans les acteurs publics. Enfin, enclencher et dynamiser la coordination de l'ensemble des parties prenantes du territoire permettrait un gain d'efficacité dans la capacité du territoire à faire face.

L'hypothèse d'une sécheresse

En 2040, le territoire de GPSEA est en situation de sécheresse 4 mois dans l'année.



COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ? (HOW TO ?)

Pour la sécheresse, les différents événements qui conduiraient à ce scénario de rupture ont été essentiellement focalisés sur une gestion peu durable de la ressource hydrique. On retrouve également un facteur environnemental mettant sous tension les réserves hydriques à travers la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, le dérèglement climatique et une pluviométrie de plus en plus déficitaire. Le modèle centré sur l'industrie accentue un manque de sobriété concernant la consommation d'eau. De même, l'urbanisation et l'artificialisation des sols sont identifiés comme des facteurs pouvant accroître la possibilité de survenue de cette aléa.



ET SI C'ÉTAIT VRAI ? (WHAT IF ?)

A l'image des autres aléas traités, le risque sécheresse fait apparaître la nécessaire approche systémique, illustrée par la possibilité de phénomène d'emballement. Des impacts directs sont identifiés sur le territoire : la diminution massive de l'arabilité des terres agricoles, avec un risque de pénuries alimentaires, une perte de la biodiversité et un impact sur l'aménagement du territoire avec une augmentation des zones inhabitables. Cette tension sur les communs pourrait favoriser la survenue de conflits géopolitiques ou des migrations climatiques et fragiliser le lien social au sein des territoires. Un choix des activités humaines, fortes consommatrices d'eau, devra s'opérer. Des mesures drastiques de conservation des ressources pourraient aussi être envisagées et pourront aller jusqu'à l'interdiction de se rendre dans les espaces verts et les forêts pour réduire le risque d'incendies. L'éventualité que l'offre des services publics doive s'adapter à la survenue de ces risques est également envisagée. Les inégalités sociodémographiques ont été aussi évoquées avec l'impact à surveiller sur les populations sensibles (enfants et seniors) et l'augmentation du prix de l'eau (stress hydrique).



QUELLES SONT LES IMPLICATIONS STRATÉGIQUES ? (SO WHAT ?)

À l'image des thématiques diverses dans les causes et les conséquences possibles, les enjeux sont multiples. Certains sont du domaine de l'atténuation. On y recense les sobriétés d'usages, tant des habitants que des acteurs économiques. La gestion durable du patrimoine apparaît également comme un enjeu fort pour anticiper. De même, les transitions sur les modes de mobilité et d'aménagement sont vues comme un enjeu fort vis-à-vis des vulnérabilités environnementales. En enjeux de fond, l'éducation, la sensibilisation et la communication seraient précieuses pour acculturer en amont les différents acteurs. D'autres enjeux relèvent de l'adaptation. Des innovations pourraient favoriser une meilleure gestion de l'eau face au stress hydrique à venir. Des adaptations des cultures et des modes de consommation alimentaire pourraient offrir de meilleurs rendements et se prémunir de pénuries. Un aménagement nouveau du territoire pourrait anticiper les impacts de ce type d'aléas. Les participants n'ont pas non plus exclu une approche plus restrictive ou incitative pour éviter des situations de crise telles qu'imaginées dans le *What if ?*.

Les Rencontres Prospectives *Territoires de demain*

Un lieu de débats pour anticiper ensemble les enjeux de demain

Les Rencontres Prospectives *Territoires de demain* sont un lieu de débats pour réfléchir et anticiper ensemble les enjeux qui nous impacteront dans les années à venir.

Le monde bouge, et de plus en plus vite. À l'accélération du progrès technique s'ajoutent les impacts grandissants de l'évolution du climat et de la dégradation de notre environnement. Nos modes de vie et d'activités continuent d'évoluer, avec le train des transformations technologiques dans lesquelles baignent nos sociétés métropolitaines et globalisées. Nos comportements et nos prises de conscience progressives intègrent désormais l'impératif d'une transition, sans cependant en percevoir encore tous les débouchés.

Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier ; inutile de renvoyer à celui de nos parents ou grands-parents pour mesurer l'ampleur des mutations, 10 ou 5 ans suffisent.

Pour le futur, le pas des changements sera sans nul doute de plus en plus rétréci, de même que les incertitudes et les prises de risques de plus en plus grandes. Une chose apparaît certaine, il ne suffit pas d'accompagner le mouvement, il est désormais indispensable de le comprendre, de l'anticiper et d'inventer ensemble l'avenir.

Fort de cette prise de conscience, GPSEA propose aux acteurs du territoire des rencontres trimestrielles sur une diversité de thématiques. En 2023, un cycle prospectif est dédié aux vulnérabilités environnementales et aux sobriétés.

Source évoquée dans cette synthèse

Climate Endgame : Une équipe pluridisciplinaire de l'université de Cambridge, soucieuse des changements climatiques extrêmes à venir, a mis en place un programme de recherche nommé *Climate Endgame*. Ce laboratoire étudie ces perspectives extrêmes d'évolution du climat en partant du postulat que plusieurs points de bascule sont en cours d'être dépassés à l'échelle planétaire (bouleversement de la circulation thermohaline, blanchissement des récifs coralliens, fonte du pergélisol etc.). Ces différents points de bascule représentent des perspectives d'évolution difficilement prédictibles. Les scientifiques à l'origine de ce programme préconisent d'envisager les hypothèses extrêmes afin de réduire la probabilité de leurs survenues.

Rendez-vous le 13 juin !

Grand Paris Sud Est Avenir vous donne **rendez-vous le 13 juin prochain (9h-12h) pour la prochaine Rencontre prospective *Territoires de demain***. Nous capitaliserons sur les aléas et les enjeux identifiés lors des précédentes séances pour élaborer collectivement des préconisations. En d'autres termes, nous tenterons de traduire l'approche des vulnérabilités en préconisations de sobriétés. Qu'ils aient participé ou non aux précédentes séances, l'ensemble des acteurs du territoire sont conviés pour ce temps conclusif du cycle prospectif sur les vulnérabilités environnementales et les sobriétés.

[Inscription obligatoire ici](#)

Synthèse des Rencontres prospectives du 4 avril 2023

Conception et rédaction : Direction de l'Observatoire

observatoire@gpsea.fr

Date : avril 2023

EUROPARC
14, rue Le Corbusier
94046 CRÉTEIL CEDEX
01 41 94 31 63
<https://sudestavenir.fr/>



www.facebook.com/sudestavenir www.twitter.com/sudestavenir www.linkedin.com/company/27021702